

Si ce message ne s'affiche pas correctement, [cliquez ici](#)

Convictions

Bulletin de l'Association

MichelROCARD.org



N° 76 - MAI 2025

Éditorial

Le Pape et le parpaillot

Le protocole diplomatique prévoit qu'un chef d'État qui vient en France soit accueilli par le président de la République ou par le Premier ministre. Cette règle vaut aussi, naturellement, pour le Souverain Pontife, chef de l'État du Vatican. En 1989, Jean-Paul II avait prévu de se rendre sur l'île de La Réunion, département français d'outre-mer, pour béatifier le Père Scubilion Rousseau, frère des écoles chrétiennes, qui œuvra pour l'émancipation et l'instruction des esclaves dans ce qui était alors l'île Bourbon.

François Mitterrand, qui avait déjà accueilli le Saint-Père lors de son voyage à Strasbourg et en Lorraine en octobre 1988, délégua sans difficulté cette mission à son Premier ministre qui, de son côté, y vit l'occasion d'associer un déplacement plus politique à cette politesse diplomatique.

Michel Rocard se rendit donc fin avril 1989 à La Réunion, accompagné de Louis Le Pensec, ministre des Départements et territoires d'outre-mer, Pierre Joxe, ministre de l'Intérieur chargé des cultes, et pour faire bonne mesure, puisque le Père Rousseau était originaire de l'Yonne, de Jean-Pierre Soisson, ministre du travail, et Henri Nallet, ministre de l'Agriculture, tous deux élus de ce département.

Le 1er mai, après avoir célébré le matin la fête du Travail dans un meeting à l'invitation du maire socialiste de Saint-Denis, Gilbert Annette, Michel Rocard accueillit Jean-Paul II en fin de journée à



Michel Rocard recevant le Pape Jean-Paul II à Saint-Denis de La Réunion le 1er mai 1989

la préfecture de La Réunion. Rappelant que c'était la deuxième fois – après le voyage de l'automne 1988 – qu'il avait l'occasion de recevoir le Souverain Pontife, le Premier ministre fit une brève allocution pour rappeler l'action pionnière de Jean-Baptiste de La Salle et des frères des écoles chrétiennes pour l'instruction des enfants des classes populaires avant que Jules Ferry et la République ne rendent l'enseignement primaire gratuit et obligatoire, et pour tracer un parallèle entre l'action du prêtre salésien et celle de l'inlassable combattant de l'abolition de l'esclavage, citant un biographe qui décelait « une étonnante et bouleversante convergence » entre le « mystique athée » qu'était Victor Schoelcher et le « Saint-Frère » Scubilion Rousseau. Jacques Barrot, figure tutélaire de la démocratie chrétienne que Michel Rocard avait également convié à ce voyage, ponctua ces quelques mots du Premier ministre d'un satisfecit : « *Pas mal pour un parpaillot* » ...

Bien des années plus tard et alors qu'il n'exerçait plus de mandat électif, Michel Rocard fût interrogé par *Paris-Match* quelques semaines après l'élection du Pape François. Bien que son éducation protestante ne le prédisposât pas spécialement à la vaticanologie, il fit montre dans cette interview du 7 mai 2013 d'une prescience remarquable sur ce qu'allaient être les axes majeurs du pontificat du jésuite argentin, à travers les encycliques *Laudato si'* (2015) et *Fratelli tutti* (2020). « *L'internationale de la foi permet de multiples objectifs*, dit-il. *Trois de ses messages sont pour moi très intéressants : "Une Église pauvre pour les pauvres" est une parole généreuse ; "La miséricorde rend le monde moins froid et plus juste" reprend un thème millénaire en préparation au royaume divin, mais l'expression "plus juste" renvoie à une règle. Celle-ci est-elle propre au catholicisme ou à l'humanité ? C'est surtout : "il faut protéger les pauvres et la création" qui m'a plu. Ce langage fabuleux signifierait que, pour le Pape, l'avenir des hommes n'est pas son seul objectif, qu'il reconnaît également le règne du vivant et que les bouleversements écologiques sont, selon lui, une menace pour la création. François serait donc réceptif à cette problématique. Quel changement ! Un océan s'ouvrirait alors car, en 2013, la planète va mal, notamment en matière de climat, et si Sa Sainteté évoquait la protection des espèces, s'exprimait sur l'équilibre chimique entraînant le réchauffement climatique et expliquait que le respect des souverainetés nationales viole souvent l'intérêt général, il pourrait freiner le déclin de notre civilisation et, pourquoi pas, même suggérer une taxe carbone mondiale ! »*

Décidément, même pour explorer les arcanes de la Papauté, Michel Rocard ne cessera jamais de nous étonner.

[Allocution de Michel Rocard pour l'accueil du Pape Jean-Paul II à La Réunion](#)

[Allocution de Michel Rocard pour le départ du Pape Jean-Paul II de La Réunion](#)

Échos

Mise au point

Quand L'Express construit des histoires croustillantes sur la base de rapports de police non étayés



L'Express a cru pouvoir élaborer une histoire croustillante, reprise sur le site du *Point*, selon laquelle le PSU (Parti socialiste unifié), à l'époque où il était dirigé par Michel Rocard, aurait été financé par le gouvernement algérien. Ce récit ne repose que sur des notes des services de renseignement (le SDECE à l'époque) ou de la préfecture de police, qu'aucune preuve ni témoignage ne viennent corroborer. L'auteure de l'article prend ces assertions, si l'on ose dire, pour argent comptant, sans les analyser à l'aune du climat politique post-mai 68 où les services de renseignement intérieur ou extérieur nourrissaient les fantasmes du ministre de l'Intérieur Raymond Marcellin contre les « gauchistes », nécessairement instrumentalisés par l'étranger. Elle a pourtant – ce qu'elle omet de préciser – consulté les archives du PSU au Centre Jacques-Sauvageot sans y trouver d'élément pour étayer ces allégations.

La même absence d'analyse critique des sources et de contextualisation se retrouve quand l'article fait référence au prêt de 50.000 F destiné, en 1970, à l'achat du local du PSU rue Borromée, que mentionne Bernard Ravenel dans son livre *Quand la gauche se réinventait*, et dont il indique que Michel Rocard lui avait dit l'avoir négocié directement avec le président Boumediene. Mais à aucun moment l'auteure ne se pose la question de la vraisemblance et de la crédibilité, entre ce que disent les notes du SDECE et de la préfecture de police sur les circuits financiers (via l'Amicale des Algériens en Europe) et les montants des financements (plusieurs centaines de milliers de francs), et l'hypothèse d'une démarche personnelle de Michel Rocard auprès du pouvoir algérien.

De même, elle reproduit, sans les relever, les incohérences de ces notes, comme la confusion entre le FLN algérien et le FNL sud-vietnamien ou le fait que la Ligue communiste révolutionnaire, très critique du régime Boumediene, aurait pu recevoir des financements algériens.

Les journalistes de *L'Express* d'aujourd'hui ont-ils oublié ce que fut l'engagement de ses fondateurs contre la guerre d'Algérie et ignorent-ils combien des rapports de police analogues à ceux qu'ils citent ont été utilisés pour justifier des saisies de l'hebdomadaire et des poursuites contre ses rédacteurs à la fin des années 50 et au début des années 60 ?

Bref, pas plus que la mousse ne fait de la bière, la recherche du buzz ne fait de l'information historique.

MichelRocard.org

Une date, un moment

Michel Rocard et les congrès du Parti socialiste

Une rétrospective d'Alain Bergounioux

Dans l'histoire du socialisme, les congrès sont des moments clefs de la vie militante par les débats qu'ils entraînent. Cela n'est pas le cas dans tous les courants politiques : il n'y a qu'à penser au communisme ou au gaullisme – dans leurs grandes périodes, tout au moins – sans même parler des « partis personnels » d'aujourd'hui, où les congrès sont principalement un moyen de rassemblement, codifié préalablement, pour affirmer la puissance du mouvement. Dans la tradition socialiste, les congrès ont évidemment cette fonction de manifestation, mais ils sont, avant tout, le lieu de la souveraineté politique, dans la mesure où ils décident d'une orientation politique et élisent une direction. Ils ont donc un enjeu politique, qui apparaît fortement dans les moments de crise, mais qui existe toujours, même dans les congrès de « transition », qu'il soit explicite ou non. Le socialisme français y ajoute une caractéristique importante, qui ne le différencie pas de la nature des autres partis socialistes, sociaux-démocrates ou travaillistes, mais qui en accuse les traits. De par son histoire, en effet, le socialisme français a toujours été une nébuleuse de courants idéologiques, de personnalités politiques, de spécificités régionales même, dont l'unité ne cesse d'être problématique, et qui, en tout cas, demande, de la part de ses dirigeants, un constant effort de rassemblement, de « synthèse » (le mot est lâché...) que Jean Jaurès a illustré au plus haut point dans la jeunesse du Parti socialiste. C'est ce qui est principalement demandé à un dirigeant, le secrétaire général, le secrétaire national ou le Premier secrétaire selon ses titres. Un autre fait, général celui-là, qui résulte des transformations du système de l'information, avec la médiatisation à outrance, s'est particulièrement affirmé dans les années 1970 et doit être pris en considération. Les congrès ne sont plus, désormais, seulement tournés vers les préoccupations internes des partis, mais tout autant vers l'opinion, et deviennent ainsi des instruments de communication, qui amènent les différents courants et leurs dirigeants à s'adresser simultanément aux militants et aux électeurs et cela d'autant plus que le parti a une place majeure dans la vie politique, ce qui était le cas pour le Parti socialiste.

Il faut avoir présent à l'esprit ces considérations pour mieux saisir quel fut le rôle de Michel Rocard dans les congrès socialistes durant les deux décennies, entre 1974 et 1994, où il a été un acteur majeur. Il aurait dit, après les Assises du Socialisme, à l'automne 1974, qui virent son entrée dans le Parti socialiste, refondé au congrès d'Épinay en juin 1971 : « Je reviens chez moi ! ». En effet, adhérent de la SFIO depuis 1949, il avait connu les congrès de ce parti, puis ceux du Parti socialiste autonome et du Parti socialiste unifié, avec leurs logiques et leurs difficultés. Mais le Parti socialiste où il arrivait en 1974, après des élections présidentielles manquées d'un souffle, était un parti constitué, en position de force dans la vie politique, avec un Premier secrétaire, François Mitterrand, qui avait une majorité politique derrière lui, fort d'une légitimité présidentielle au vrai, depuis 1965, et qui en était le « candidat naturel ». C'est le sens de la phrase qu'il aurait dite à Gilles Martinet, qui la rapporte dans ses mémoires : « Ne vous y trompez pas, Martinet, le parti n'est pas à prendre, il est déjà pris ! ». L'« ancien » et le « nouveau » socialiste Michel Rocard a donc dû s'adapter... Et avec le recul, il est intéressant de voir que dans tous ces congrès, une dizaine au total, il a oscillé entre deux grandes attitudes : un certain effacement ou une forte affirmation. Cela a évidemment dépendu des contextes politiques et de la force qui était la



Michel Rocard au congrès de Nantes (1977)

sienne dans ces moments.



Entre effacement et affirmation

Faute d'avoir pu amener avec lui une majorité des militants du PSU dans les Assises du Socialisme, Michel Rocard n'avait pas obtenu une adhésion collective dans le Parti socialiste. Il avait également pu mesurer, dans la préparation des Assises et leur déroulement, la franche hostilité du CERES de Jean-Pierre Chevènement, qui ne voulait pas d'une « autre gauche » dans le parti, les préventions anciennes de Jean Poperen, les méfiances d'une partie des mitterrandistes. Aussi décida-t-il de se faire « accepter » en se fondant

dans la majorité derrière François Mitterrand, en espérant que ses idées exerceraient peu à peu une influence comme « le sel dans la mer » ... Il ne déposa donc pas de motion propre au congrès de Pau en janvier 1975. Ses amis, cependant, accueillis souvent avec suspicion dans les fédérations, voulurent malgré tout faire apparaître leur force en déposant un amendement à la motion majoritaire, qui obtint près de 18% des voix. Cette ambiguïté ne pesa pas, cependant, dans un congrès où le clivage principal se fit entre la majorité et le CERES, qui défendait une conception plus exigeante de l'Union de la gauche. Ce fut la position par trop congrue qui était faite à Michel Rocard et à ses amis dans la direction du PS – il dut attendre la fin de l'année 1975 pour être intégré au secrétariat national, et encore, dans une responsabilité secondaire – qui amena de sa part un changement de stratégie, au fur et à mesure que croissait, par ailleurs, sa popularité dans les sondages d'opinion. Aussi, pour le congrès de Nantes du printemps 1977, il choisit de porter une affirmation idéologique forte pour incarner une voie propre à gauche. Il ne le fit pas par une motion propre – il voulait demeurer dans la majorité alors que le CERES, dans la minorité, regroupait le quart des votes – mais dans un discours fort, dit des « deux cultures », qui retint l'attention des socialistes et de la presse. Il y opposait une première culture « jacobine, centralisatrice, étatique, nationaliste et protectionniste » à une seconde culture « décentralisatrice, régionaliste, refusant les dominations arbitraires, celles du patronat comme de l'État, libératrice (...) qui se méfie des règlements et de l'administration et préfère l'autonomie des collectivités de base ». Michel Rocard dira par la suite qu'il avait sans doute fait dans ce discours une erreur politique en durcissant par trop les traits de ces deux cultures et en prenant le risque pour lui-même de s'identifier à une position minoritaire.

Mais les conséquences de la rupture de l'Union de la gauche, en septembre 1977, et surtout la perte des élections législatives du printemps 1978 (« pays à gauche, vote à droite », disaient des politologues) ouvrirent une nouvelle phase politique où les différences parmi les socialistes, se transformèrent en oppositions. Michel Rocard n'hésita plus à se présenter en « recours » pour surmonter « la fatalité de l'échec » à gauche. Un affrontement parut dès lors inévitable en vue de la tenue du prochain congrès, prévu à Metz pour avril 1979. Celui-ci revêtit une triple dimension : une dimension idéologique d'abord, sur la conception du socialisme, une dimension stratégique ensuite, sur la nature désormais de



Congrès de Metz (1979) : Michel Rocard avec Gilles Martinet et Christian Blanc

l'Union de la gauche, et une dimension inévitablement personnelle, dans le face-à-face entre François Mitterrand et Michel Rocard pour la prochaine élection présidentielle. Ce furent ces trois enjeux qui se retrouvèrent dans le congrès même. Seulement, les jeux furent faits avant son entrée. Michel Rocard avait certes obtenu l'appui de Pierre Mauroy, qui entendait surtout rééquilibrer le rapport de force avec les mitterrandistes sans rompre avec François Mitterrand lui-même, mais sa motion ne regroupa qu'un peu plus de 20 % des voix, celle de Pierre Mauroy n'obtenant que le score décevant de 13,6 % des voix. Face aux 40 % du Premier secrétaire, qui pouvait d'emblée compter sur les 5 % du texte de Gaston Defferre et sur le renfort des 14 % du CERES, qui faisait de « la gauche américaine » sa cible principale, Michel Rocard était battu. Dans ses deux interventions dans le congrès, il reprit tous ses thèmes de prédilection, le sérieux économique, la nouvelle donne internationale, une organisation différente des pouvoirs, la place de l'expérimentation sociale, une nouvelle approche d'une « Union des forces populaires » ... Mais la majorité était fixée. Son engagement, à la surprise de ses amis, de ne pas être candidat à l'élection présidentielle si François Mitterrand l'était rendit explicite que le congrès avait été comme une sorte de « primaire » pour la candidature. La tentation de Michel Rocard, malgré tout, de jouer sur l'opinion, où sa position demeurerait haute, pour faire une déclaration de candidature à l'automne 1980 ne changea pas les rapports de force dans le parti, auquel il reconnut la légitimité première quand François Mitterrand annonça la sienne. Il estima devoir se retirer, sans tenter une épreuve de force comme certains autour de lui y étaient enclins.

Le contexte du parti au gouvernement

La victoire de mai 1981 plaça inévitablement Michel Rocard dans une position encore plus contrainte, avec un Président de la République dominant le jeu politique, dans un parti désormais au pouvoir. Le congrès de Valence, en octobre 1981, dans l'exaltation des réformes qui se succédaient à un rythme rapide, ne pouvait qu'être saisi d'une motion unanime. Ce fut plutôt le ton des débats qui retint l'attention, avec des accents de « revanche », dont le plus connu est celui de Paul Quilès, avec sa référence au Thermidor révolutionnaire... Michel Rocard y parla dans un silence glacial. Surtout, ce congrès fut pour lui celui de l'humiliation, dans la mesure où la direction du parti, maintenant incarnée par Lionel Jospin, pour lui faire sentir le poids de la défaite de Metz, imposa au courant rocardien une réduction arbitraire de sa représentation dans toutes les instances du parti, en la faisant passer de 21 % à 15 %.

Ce qui amena Michel Rocard à dénoncer un « putsch cynique » et une « honte historique » ! Ce fut, encore une fois, le changement des conditions politiques qui modifièrent sa position. La modification des priorités socialistes avec le « tournant de la rigueur » du printemps 1983, conclusion d'évolutions commencées à l'été de l'année précédente, justifia a posteriori les analyses de Michel Rocard, qui – sans que cela fût une coïncidence – quitta son placard pas si « doré » que cela du ministère du Plan pour celui de l'Agriculture en mars. L'opposition au nouveau cours politique était redevenue celle de Jean Pierre Chevènement et du CERES.

Aussi Michel Rocard décida, logiquement, de soutenir la nouvelle politique gouvernementale, pour retrouver toute sa place dans la majorité du parti. Il s'associa donc à la motion présentée par Lionel Jospin au congrès de Bourg-en-Bresse à l'automne 1983, même si elle ne voulait pas tirer les conclusions des choix faits par François Mitterrand en ne voulant y voir qu'une « parenthèse ». Il s'efforça pour sa part dans les débats du congrès d'élargir la notion de « compromis » pour en faire une méthode pour le changement social. Il ne put cependant empêcher une fraction du



Congrès de Valence (1981)

courant rocardien, derrière Alain Richard et Marie-Noëlle Lienemann, de ne pas vouloir en rester là, pour mettre en avant ce qui devrait être un « bon usage de la rigueur » dans une motion propre qui recueillit malgré tout un peu plus de 5 % des voix. Mais par là même, ils ont offert à Lionel Jospin la possibilité de se placer en position centrale, entre le CERES et une « droite moderniste » - ce qui permettait de maintenir les suspicions vis-à-vis des rocardiens...

Mais ce congrès, en demi-teinte, fut vite oublié.

[Pour lire la suite sur notre site, cliquez ici](#)

Parcours rocardien



Jean-Luc UGUEN

"Mon" Rocard

Dans « *Le rocardisme, devoir d'inventaire*[1] », les auteurs paraphrasant Malraux écrivent « *Tout le monde est, a été ou sera un jour rocardien* » tant il y a eu de « *demeures dans la maison du Père* » ...

Alors, allons-y pour une histoire qui, pour certains, s'apparentera peut-être au blasphème...

Ma découverte de Rocard, comme pour beaucoup, s'est faite à la télévision lors de la présidentielle de 1969 : j'avais 16 ans, je ne comprenais pas tout mais ce qu'il disait et le ton qu'il employait m'intéressaient.

J'achetais donc quelques mois plus tard son ouvrage « *Le PSU et l'avenir socialiste de la France*[2] : je ne comprenais toujours pas tout mais cela continuait à m'intéresser...

Je décidais donc en 1971, entrant à l'Université de Bretagne Occidentale, d'adhérer au PSU. Là, première surprise, la section était très largement hostile à Michel Rocard : beaucoup avaient quitté le PSU lors de la scission de la « *Gauche révolutionnaire* » (GR à connotation maoïste) et ceux qui y étaient restés culpabilisaient de ne pas avoir suivi...

Néanmoins, deux nouveaux ouvrages allaient conforter mon ancrage au PSU : « *Le Manifeste de Toulouse* » tout d'abord, mais aussi « *Le marché commun contre l'Europe*[3] » qui servait de base au cours de droit européen que délivrait, à Brest, le Professeur Jean Rault. Je dois dire que jusqu'à ce jour, ces deux livres constituent la base de mon engagement.

Le premier couvrait aussi bien le champ économique que sociétal (et même les minorités nationales, ce qui ne pouvait convenir qu'à un breton), le second démontrait que vouloir une construction européenne par le biais d'un « *marché commun* » était nier le rôle de l'État et ne pouvait conduire qu'à un libre-échange généralisé. Je ne crois pas que cette analyse puisse être démentie à ce jour.,

Heureusement, de belles luttes permettaient de dépasser des débats quelque peu théoriques et la vente des montres de LIP ou des poulets de l'abattoir de Pédernec mobilisaient les troupes.

Cela explique qu'au moment de la présidentielle de 1974, je soutenais la candidature Piaget et refusais la démarche des « *Assises du socialisme* ».

La poursuite de mes études me conduisait à Paris où je rejoignais la section d'Alfortville jusqu'à ce qu'au congrès de Saint-Etienne en janvier 1979, Huguette Bouchardeau renvoie, dos à dos, les « *quatre gros partis* ». C'était pour moi ignorer l'affrontement fondamental Droite/Gauche et je quittais donc le PSU. Parallèlement, Michel Rocard avait acté sa rupture avec François Mitterrand au congrès de Metz.

Je fus alors contacté par un copain qui me signalait que la députée locale, Marie Jacq, cherchait un assistant sur Paris. Elle venait d'être désignée comme responsable au sein du groupe socialiste du débat sur la relecture de la loi sur l'interruption volontaire de grossesse, votée cinq ans plus tôt.

Je démarrais là une collaboration avec une députée à l'aura exceptionnelle, une des deux femmes du groupe socialiste à l'époque (avec Edwige Avice) et qui, en digne héritière de Tanguy Prigent, vota la motion Rocard au congrès de Metz (ce qui lui coûtera plus tard, à n'en pas douter, toute responsabilité ministérielle).

C'est aussi par Marie Jacq que j'accédais au 98 rue de l'Université (siège des bureaux de MR), car il n'y avait alors que 15 députés rocardiens et toutes les bonnes volontés étaient sollicitées pour prêter la main.

Après la victoire de 1981, et après avoir été titularisé comme assistant à l'Université (mieux vaut ne pas dépendre de la politique, professionnellement), j'intégrais le cabinet de Louis Le Penec.

La défaite de 1986 me conduisait à envisager de retourner sur mon poste à l'Université, mais c'est à ce moment que Jean-Claude Petitdemange me fit la proposition d'être l'assistant de Michel Rocard à l'Assemblée nationale. Pour qui avait adhéré quinze ans plus tôt au PSU pour le suivre et qui, après cinq ans d'éloignement, l'avait à nouveau rejoint après le Congrès de Metz, cette proposition ne pouvait que me combler.

Je rencontrais alors celui que j'avais simplement croisé précédemment. Au-delà de l'Assemblée et des réseaux parlementaires à entretenir dans la perspective d'une candidature présidentielle, j'avais aussi en charge avec Jean-Claude, les tournées régionales sur deux-trois jours de Michel. J'organisais ainsi des déplacements en région Centre, Franche-Comté, Limousin, Picardie...

La simplicité de cet homme était désarmante : un authentique militant considérant l'autre comme son égal et ne cherchant pas à le convaincre autrement que par la pensée. Cela lui sera d'ailleurs, parfois, reproché que de ne pas flatter ces baronnies locales pour les enrôler.

Et sa résistance physique et mentale, trois jours au feu sans jamais rechigner : il était très fier de son cœur battant aux mêmes pulsations que Bernard Hinault, disait-il... ! Je ne l'ai jamais vu réellement s'énerver.

Quand vous aviez gagné sa confiance, il vous laissait faire :

je me rappelle d'un soir à Limoges où au sortir d'un meeting, salle Jean Moulin, et après les déclarations de Jean-Marie Le Pen sur « *le point de détail de l'histoire* », devant les demandes pressantes de réaction de la presse, je lui proposais de faire une déclaration le lendemain depuis Oradour-sur-Glane, à 8h, avant notre retour en train. Un peu de tronche au départ, car cela



réduisait encore le temps de sommeil après deux journées éreintantes, mais très vite son accord car percevant l'intérêt de la symbolique.

Lors de sa nomination à Matignon, je rejoignais le cabinet de Claude Evin, et un an plus tard, j'étais nommé à la Cour des comptes sur le « *quota* » rocardien.

Après les élections européennes de 1994 et la fin de l'espoir présidentiel, accaparé par mes nouvelles fonctions de maire à Cléder (29), je perdis de la proximité. Mais quelques années plus tard, je rédigeais un ouvrage sur « *Le bonheur d'être maire* » et le lui adressais. Quelles ne furent pas ma surprise et mon émotion, de recevoir une longue lettre de remerciement où il discutait point par point, mes positions mais me rejoignait surtout sur le fait que « *le Manifeste de Toulouse est le meilleur texte que nous ayons produit* » ...

Un militant, dis-je, loin de la caricature de ce Rocard droitier, que certains voudraient s'accaparer. Entendre parler d'une filiation entre Rocard et Macron me met hors de moi : deux inspecteurs des finances certes, deux en disponibilité aussi, mais l'un pour voir ses émoluments divisés par quatre au secrétariat national du PSU, l'autre pour les multiplier par on ne sait combien, chez Rothschild ... Fin de la blague !!!

Et pour bien blasphémer comme je l'ai promis, cette citation, page 15, de « *Rocard, le rendez-vous manqué [4]* » : « *Michel Rocard est un penseur et un acteur politique de très haut niveau, comme le mouvement socialiste en compte peu...* ». Ne vous étranglez pas en lisant l'auteur de cet hommage, en note de bas de page, et dites-vous bien que Macron et ses affidés n'auront jamais le droit aux mêmes propos de l'intéressé !!!

Jean-Luc UGUEN

Ancien maire de Cléder (29)

Jean-Luc UGUEN a notamment publié "Le bonheur d'être maire" (Editions Outre-Manche, Morlaix, 2015) et tout récemment "Le PSU et les Assises du socialisme" (Editions L'Harmattan, Paris, 2025).

[1] Alain Bergougnieux, Jean-François Merle : « Le rocardisme, devoir d'inventaire », Seuil 2018

[2] Michel Rocard : « Le PSU et l'avenir socialiste de la France », Seuil P 1969

[3] Bernard Jaumont, Daniel Lenègre, Michel Rocard : « Le marché commun contre l'Europe », Seuil P 1973

[4] Jean Luc Mélenchon « Le rendez-vous manqué » Ramsay 1994

Documents

Pour ceux qui souhaiteraient lire notre newsletter en PDF voici le lien pour la télécharger

MichelROCARD.org

J'apporte mon soutien financier à l'Association MichelRocard.org

Paiement en ligne possible. Vous recevrez un reçu fiscal (66 % de crédit d'impôt)

Convictions, bulletin de l'Association MichelRocard.org

- S'abonner
- Consulter les numéros précédents

Ce courriel a été envoyé à [\[\[EMAIL_TO\]\]](#), cliquez ici pour vous désinscrire.

Convictions est édité par l'Association MichelRocard.org.

Directeur de la publication : Jean-François Merle.

© MichelRocard.org. Tous droits réservés. Conformément à la loi 2004-801 du 6 août 2004, modifiant la loi 78-17 du 6 janvier 1978, vous disposez d'un droit d'accès, de modification, de rectification et de suppression des données vous concernant. Pour l'exercer, adressez-vous à Association MichelRocard.org (12 Cité Malesherbes - 75009 Paris) ou écrivez à contact@michelrocard.org